

Spedizione in abbonamento postale



GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

ROMA - Sabato, 24 settembre 1949

**SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI
MENO I FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 19 maggio 1949, n. 655.

Approvazione degli Accordi di carattere economico e scambi di Note tra l'Italia e l'Unione Economica Belgo-Lussemburghese, il Congo Belga ed i Territori sotto tutela del Ruanda-Urundi, conclusi a Roma il 31 dicembre 1948.

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
19 maggio 1949, n. 655.

Approvazione degli Accordi di carattere economico e scambi di Note tra l'Italia e l'Unione Economica Belgo-Lussemburghese, il Congo Belga ed i Territori sotto tutela del Ruanda-Urundi, conclusi a Roma il 31 dicembre 1948.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per il tesoro, per il commercio con l'estero, per l'industria e commercio e per le finanze;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi a Roma, il 31 dicembre 1948, fra l'Italia e l'Unione Belgo-Lussemburghese, il Congo Belga ed i Territori sotto tutela del Ruanda-Urundi:

a) Accordo commerciale;

b) Primo Protocollo annesso all'Accordo commerciale concernente il regime delle licenze di importazione in Italia per i prodotti di provenienza dall'Unione Economica Belgo-Lussemburghese, dal Congo Belga e dai Territori sotto tutela del Ruanda-Urundi;

c) Secondo Protocollo annesso all'Accordo commerciale concernente le modalità per le operazioni di reciprocità;

d) Terzo Protocollo annesso all'Accordo commerciale, concernente alcuni contingenti;

e) Quarto Protocollo annesso all'Accordo commerciale, concernente la conclusione di un nuovo Trattato di commercio e di navigazione;

f) Accordo di pagamenti;

g) Annesso all'Accordo di pagamenti;

h) Addendum all'Accordo di pagamenti;

i) Scambi di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 31 dicembre 1948 conformemente a quanto stabilito dall'art. 10 dell'Accordo commerciale e dall'art. 12 dell'Accordo di pagamenti.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 maggio 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA —

PELLA — BERTONE —

LOMBARDO — VANONI

Visto, il Guardasigilli: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 agosto 1949

Atti del Governo, registro n. 29, foglio n. 98. — CARLOMAGNO

Accord commercial entre la République Italienne et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge et les Territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi.

Animés du désir de promouvoir les échanges commerciaux entre les Territoires qui dépendent des Parties contractantes, le Gouvernement italien et le Gouvernement belge, agissant tant en son nom qu'au nom du Gouvernement luxembourgeois, en vertu d'accords existants, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

L'Union Economique belgo-luxembourgeoise (ci-après dénommée « l'Union ») et l'Italie s'accorderont réciproquement un traitement aussi libéral que possible dans l'octroi des autorisations d'exportation et d'importation, de manière à intensifier le rythme de leurs échanges traditionnels.

Article II

Le Gouvernement italien autorisera l'exportation dans l'Union de marchandises italiennes, reprises à la liste A ci-annexée, au moins à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont mentionnées pour chaque produit.

De son côté, le Gouvernement belge autorisera l'importation dans l'Union desdites marchandises, au moins à concurrence des quantités ou des valeurs fixées dans la même annexe.

Les factures seront libellées en francs belges.

Article III

Le Gouvernement belge autorisera l'exportation en Italie des marchandises belges, luxembourgeoises et du Congo Belge reprises à la liste B ci-annexée, au moins à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont mentionnées pour chaque produit.

De son côté, le Gouvernement italien autorisera l'importation en Italie desdites marchandises, au moins à concurrence des quantités ou des valeurs fixées dans la même annexe.

Les factures seront libellées en francs belges.

Article IV

a) Les contingents repris aux listes A et B ci-annexées sont valables pour la période d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord.

b) Le régime des licences d'importation en Italie pour les produits en provenance de l'Union qui seraient encore sujets à pareille autorisation, est défini au Premier Protocole ci-annexé.

c) Le solde de tout contingent demeuré disponible après une attribution de licences sera reporté sur les distributions ultérieures.

d) En ce qui concerne l'importation dans l'Union des produits agricoles italiens présentant un caractère saisonnier, les licences seront délivrées par les autorités belges compétentes au moins un mois avant l'époque de l'importation.

Le même régime sera accordé par les autorités italiennes pour les produits agricoles belges présentant un caractère saisonnier.

e) Les services compétents belgo-luxembourgeois et italiens se communiqueront périodiquement les listes des licences accordées tant à l'importation qu'à l'exportation, pour autant que de telles licences soient nécessaires à l'importation ou à l'exportation.

Article V

Chacune des Parties contractantes s'engage à délivrer les licences d'importation sans discrimination entre les catégories de produits inscrits à l'Accord, les autorisations accordées donnant droit automatiquement au transfert de leur contrevaletur, d'après les clauses conformes aux usages normalement admis des contrats commerciaux auxquels elles se réfèrent, et selon les dispositions de l'Accord de paiement.

Article VI

Les deux Gouvernements détermineront d'un commun accord, et s'il y a nécessité, les produits à inclure dans la position « autres marchandises » des Listes A et B.

Article VII

La livraison des marchandises dont la distribution est contrôlée par l'International Emergency Food Council ou par d'autres organismes similaires, ou par ceux qui viendraient à leur être substitués, sera soumise aux dispositions prises par lesdits organismes.

Article VIII

Des échanges sur la base du système des affaires de réciprocité pourront, dans certains cas, être autorisés entre l'Union et l'Italie, suivant les principes et modalités consignés au Deuxième Protocole annexé au présent Accord.

Article IX

Une Commission mixte assurera l'application pratique du présent Accord. Elle se réunira sur la demande,

soit du Président de la délégation belgo-luxembourgeoise, soit du Président de la délégation italienne.

Elle aura pour mission, notamment, de procéder périodiquement à l'aménagement des contingents fixés aux listes A et B et d'assurer l'application de l'article VI ci-dessus.

Les Attachés commerciaux des Parties contractantes, agissant en qualité de délégués de la Commission Mixte, seront, dans l'intervalle de sessions de celle-ci, chargés de surveiller l'exécution de l'Accord.

Article X

Le présent Accord sera valable pour une période d'un an. Il entrera en vigueur le jour de sa signature.

S'il n'est pas dénoncé, il sera renouvelé par voie de tacite reconduction pour une nouvelle période d'un an, et ainsi de suite d'année en année.

Il pourra, toutefois, six mois après son entrée en vigueur, être dénoncé à tout moment, de part ou d'autre, avec un préavis de deux mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1948

Pour l'Italie

SFORZA

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

A. MOTTE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE A

EXPORTATIONS ITALIENNES
VERS L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Tarif Bénéfice	Quantités Tonnes	Valours 1000 frs. B
I. — Produits du règne animal:		
18 ex 19 a)	400	800
26 ex 32 ex 37	1.000 500 15	
II. — Produits du règne végétal:		
40		2.000
42		2.500
43 a)		7.500
47	500	
ex 48	400	
ex 48	300	
49	p. m.	
50 b) 2)	2.000	
ex 50 f)	600	
ex 50 f)	700	
50 h), 2)	600	
55 a)	20.000	
56 b)	6.000	
56 b)	100	
57 b) 2)	1.000	
58 a)	400	
58 b)	500	
58 c)	600	
58 d)	2	
59 à 61	6.000	
65 à 67	10	
ex 67 d)	30	
70	5.000	

(1) Dont 10% pour le Congo.

(2) Dont 5% pour le Congo.

(3) La livraison devra s'effectuer dans les délais admis par le Gouvernement belge.

(4) La livraison devra s'effectuer entre le 1er janvier et le 31 mai.

(5) Suivant les besoins.

(6) La livraison devra s'effectuer entre le 1er décembre et le 15 avril. Avec possibilité d'augmentation à négocier suivant la situation du marché belge.

(7) La livraison devra s'effectuer entre le 1er novembre et le 31 mai.

Tarif Drochux	Quantités Tonnes	Valours 1000 frs. B	Tarif Drochux	Quantités Tonnes	Valours 1000 frs. B
ex 83 g) 84 b) et 89 f) 84 d)	50 350		183 ex 183 ex 183 104 d) ex 319 ex 194 f) ex 194 h) 195 f)	12.000 15.600 15.000 2.000 1.000 15.000	
ex 89 f) 88 b) ex 88 b) ex 98 b)	100 50	5.500	VI. — Produits chimiques et pharmaceutiques:		
ex 92 ex 97	10 200 35		Mercurie vierge en poches Brome liquide Acide formique Acide tartrique Acide lactique pharmaceutique Acide lactique industriel Ephydrite Bromure alcalin Permanganate de potassium Crème de tartre Lactates divers Urée (2) Tétrahyde de plomb Cellulose en blocs, plaques, tubes, bâtons et ouvrages en cellulose Produits phytopharmaceutiques Sels thérapeutiques et sels de mercure Lacto-phosphates divers Bioxyde de titane Mannite Préparations pharmaceutiques et spécialités médicales Films cinématographiques sensibilisés mais non impressionnés Pellicules cinématographiques impressionnées développées: — films à court métrage, moins de 1.500 mètres — films à long métrage, plus de 1.500 mètres Pellicules, plaques, papiers et cartes sensibilisées pour la photographie	30 10 100 100 20 100 100 20 20 25 50 10 p. m. 25 20 30 1	700 1.000 1.500 100 4.000
105 g)	200				
123 b) 125 a) 138 139 142 ex 143 a) 148 b) 153 155 159 et 159 bis ex 167 171	200 100 3.000 100 500 100 12 60.000 10.000 p. m. 25 p. m. p. m. 100 200 200 10.000 3.000		215 ex 217 a) 223 a) 223 c) ex 223 e) ex 223 e) ex 237 d) 2 ex 247 ex 251 257 259 272 b) 272 c) 277 b) 1 285 291 ex 297 ex 297 ex 297 297 et ex 292 292 294 a) 294 d)		
			III. Corps gras, graisses, huiles: Huile d'olive IV. — Produits des industries alimentaires, boissons, tabacs: Lactose Jus de réglisse Conserves et concentré de tomates Conserves de légumes (1) Pulpes de fruits et d'agrumes Jus d'agrumes Sauces en flacons (pour le Congo) Vins (2) Vermouth (2) Liqueurs Tartre brut (3) Tabac brut (3) V. — Produits minéraux: Soufre et soufre ventilé (4) Terres à couleurs Craie moulue blanche Graphite moulu amorphe Barytine (sulfate de baryte naturel) (5) Pierre-ponce		

(1) Dont 60 T. pour le Congo.

(2) Dont 1000 Hl. pour le Congo.

(3) Voir Protocole annexe.

(4) Suivant prix et besoins.

(5) Avec possibilité d'augmentation.

(1) Voir Protocole annexe.

(2) La situation sera examinée ultérieurement en vue d'une augmentation possible du contingent.

- (1) Pour le Congo.
- (2) Dont 20% pour le Congo.
- (3) Soumis à négociation pour fournitures exceptionnelles et équipements importants.
- (4) Dont 5.000.000 frs. B. pour le Congo.

(1) Pour le Congo.

Tarif Benelux	Quantité Tonnes	Valeurs 1000 frs. B	Tarif Benelux	Quantités Tonnes	Valeurs 1000 frs. B
Petits moteurs pour machines à aiguiser les cardes		200	Pièces détachées pour bicyclettes y compris phares, dynamos pour éclairage, moyeux, etc.		3.000
Machines à coudre industrielles et domestiques (1)		50.000	Equipement électrique pour automobiles et motocyclettes		5.000
Machines à écrire (1)		50.000	Moteurs pour bicyclettes		5.000
Machines à calculer, y compris caisses enregistreuses (1)		10.000	Roulements à billes		8.000
Autres machines de bureaux et téléscripteurs (2)		20.000	Lampes à double filament pour phares d'automobiles (1)		1.500
Pièces et accessoires pour machines à écrire, machines à coudre et à calculer		10.000	Charbons et graphites apprêtés pour électro-cité		5.000
Machines pour l'industrie textile, y compris machines pour la fabrication des chapeaux et accessoires		10.000	Isolateurs		10.000
Séchoirs avec ventilateurs		25.000	XVIII à XX. — Instruments de précision, horlogerie, divers:		
Trameuses pour tissus légers		1.000	Articles de lunetterie		4.000
Broches à rouleaux		10.000	Appareils photographiques		5.000
Machines pour l'industrie des colorants		5.000	Thermomètre médicaux		1.000
Machines pour l'industrie alimentaire et leurs pièces de rechange		10.000	Seringues hypodermiques		2.000
Instruments d'optique, de mesure de dessin et de photographie		25.000	Réveille matin, horlogerie de gros volume et montres-bracelets		7.500
Machines et appareils pour l'industrie graphique et leurs accessoires (2)		30.000	Instruments de musique: accordéons, harmonicas et instruments à cordes et leurs pièces de rechange		20.000
Appareils pour projection cinématographique à pas normal et à pas réduit		10.000	Ouvrages en corne et en os		1.000
Appareils électromécaniques et médicaux		5.000	Poupées		5.000
Appareils électro-cardiographiques		5.000	Jouets mécaniques et autres		30.000
Appareils radioélectriques et électriques pour la télégraphie, la téléphonie, la télévision et autres applications et leurs pièces détachées		80.000	Boutons de corozo et autres (2)		
Appareils de nettoyage à sec par le trichloréthylène ou le perchloréthylène, y compris le groupe distillateur et leurs réservoirs			Stylos de traite (3)		
Brûleurs au mazout			Objets d'art et tableaux d'artistes contemporains	p. 100.000	
Machines diverses et pièces détachées pour toutes machines			Produits de l'artisanat, tels que maroquinerie, céramiques, imagerie, ouvrages en écaillé, en marbre, en corail, en nacre, etc.		5.000
Véhicules automobiles sans pneus (3)	p. 2.000		Autres marchandises (4)		25.000
Parties et pièces détachées pour automobiles			(1) Contingent exceptionnel.		250.000
Motocars à trois roues et camionnettes en dessous d'une charge utile de 3 T			(2) Dont 10.000.000 frs. B. pour le Congo.		
			(3) Pour le Congo.		
			(4) Dont 10% pour le Congo.		

(1) Dont 10% pour le Congo.

(2) Soumis à négociation pour fournitures exceptionnelles et équipement importants.

(3) Dont 5% de véhicules ayant un prix supérieur au prix plafond fixé par le Gouvernement belge.

Liste B
EXPORTATIONS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
VERS L'ITALIE

Tarif italien	Quantités Tonnes	Valeurs 1000 frs. B
I-II. — Produits du règne animal et végétal:		
ex 1 ex 1	Chevaux de trait (châtrés) Chevaux d'élevage	têtes 1.500 " 1.000 dont 100 mâles 400 femelles p.5.000.000
24 33 34 34 37 38 40 ex 63, etc. ex 64 à 67 ex 67 a) b) ex 70 g) ex 74 ex 74 ex 76 ex 77 ex 105 ex 115	Oeufs Poissons frais (1) Conserves de poisson en boîtes (2) Hareng fumé et hareng salé (2) Café du Congo Racines de chicorée séchées Glucose Epices du Congo (Chillies) Céréales de semences Millet du Congo Maïs du Congo Manioc du Congo en farine et cossettes à usage alimentaire Haricots et pois secs du Congo Lécumies secs de semence Plants de pommes de terre Chicorée Witloof Bière (en fûts et en bouteilles) Tabacs à fumer (3) Cigares et cigarillos et cigarettes (3) Tabac du Congo en feuilles (3) Noix palmistes du Congo Graines de lin pour semences Graines de ricin du Congo Graines de sésame du Congo Huiles diverses du Congo (sésame, arachides, coton, palmistes, ricin, boleko) Huile de palme Graisse de laine Graisses végétales du Congo Cire d'abeilles Cires végétales raffinées et blanchies Cires animales raffinées et blanchies	1.500 2.000 30 1.000 1.000 2.000 1.000 2.000 1.000 2.000 1.000 200 30 1.000 1.000 2.000 1.000 200 8.000 100 2.000 500 3.000 8.000 50 1.000 10 60 40 1.500 200
ex 142 a) ex 143	Lin teillé Etoupes et déchets de lin teillé	1.500 200
III. — Matières textiles		
ex 147 a) 148 112 ex 154 ex 157 ex 158 ex 160 181 a) 1 182 211 a) ex 211 b) 212 ex 211 f) 212 211 e) 212 212 ex 214 217 ex 218 ex 224 ex 225 b) 228 — — — ex 183 ex 211 f) ex 212 ex 261 274 b) ex 280 ex 284 a) 285 ex 286 297 ex 298 ex 287	Fibres du Congo (urena lobata, puna, sisal) Fils, ficelles et cordages en sisal Fils de lin dont 15 % de numéro 50 et au-delà Fils de lin à coudre Tissus de lin Coton brut du Congo (1) Déchets de coton dont linters si possible Produits divers en coton Laine en suint Laine lavée et carbonisée à l'exclusion de la laine brute Laine peignée Laine d'effilochage Déchets et blouses de laine Déchets de fils de laine (bourrages de boîtes d'essieux) Pois (lièvre et lapin) pour chapellerie ou filature Fils de laine Tissus de laine cardée Feutres pour papeterie Feutres non tissés à usage technique ou autres à l'exclusion des cloches pour chapeillerie Articles en laine pour les sports Bonneterie de coton et de laine Confections de luxe et de sport Dentelles Masses filtrantes pour brasserie Chiffons classés de laine (3/4 du tonnage) et de coton (1/4 du tonnage) effilochés, garnettés ou carbonisés ou teints et autres IV — Minerais, métaux communs et produits métallurgiques Mineral de manganèse Fonte hématisée et phosphoreuse Produits sidérurgiques (fers et aciers en blooms, billettes et larges, fers et aciers communs laminés à chaud y compris tôles et profilés pour la construction navale; tôles magnétiques à faible perte; « vergella » en rouleaux Acier pour aimants; acier extra-rapide	500 100 400 25 30 1.000 1.000 p. m. 1.500 250 250 1.000 100 200 Kg. 50.000 15.000 10.000 1.000 2.000 10.000 1.000 1.200 3.000 15.000 2.000 50.000 8.000

(1) Avec possibilité d'augmentation.

(1) Avec possibilité reporter solde sur contingent conserves de poisson et harengs.

(2) Avec possibilité reporter solde sur contingent poisson fraits.

(3) Voir Protocole annexe.

Tarif italien	Quantités Tonnes	Valeurs 1000 frs. B	Tarif italien	Quantités Tonnes	Valeurs 1000 frs. B
ex 291 ex 292 ex 292 ex 349 ex 349 ex 3.0 etc. ex 373 ex 376 ex 378 ex 383 a) ex 383 a) ex 386 b) ex 388 ex 388 b) c) ex 388 ex 388 ex 882	Fers et aciers laminés à froid Fils d'acier et de fer spéciaux pour cardes Fils d'acier pour la fabrication des aiguilles Cuivre électrolytique (sous forme de cakes, cathodes, lingots, wire bars et poudre) (1) Demi-produits en cuivre et alliages de cuivre dont 10 % de lingots en alliages: barres et fils, tôles et feuilles, tubes et tuyaux (1) Régule d'antimoine Nickel pur en anodes Etain en lingots (sous réserve d'allocation) Soudures d'étain et autres alliages d'étain Poussière de zinc Cobalt métal Barrettes et gros fils de molybdène Barrettes et gros fils de tungstène Autres métaux non ferreux et leurs alliages Argent fin <i>Produits des fabrications métalliques, mécaniques et électriques:</i> Tuyaux en fonte malleable et accessoires Installations de laminoirs Pièces de rechange pour laminoirs Câbles en fil d'acier, notamment pour le sciage des marbres, etc. Electrodes notamment pour fours électriques Postes de soudure Chaines forgées à chaud, ondulées, maritimes et agricoles Fûts métalliques Cruches et seaux à lait Articles de ménage galvanisés, émaillés, passoirs à légumes, et quincaillerie non en aluminium Mouleurs à glace Jouets métalliques et mécaniques Coupe-verre et roulettes de rechange, diamants pour vitriers Lames de scies pour carrières Lames de rasoirs de sûreté, de haute qualité Chaudières pour chauffage central	10.000 3.000 18.000 3.000 50 100 2.000 50 1.000 20 600 600 Kg. " 10.000 selon besoin 1.500 40.000 10.000 5.000 6.000 5.000 2.000 10.000 1.000 10.000 1.000 500 1.000 200 1.500	Articles sanitaires en fonte émaillée Matériel et instruments de chirurgie Petit matériel roulant pour voies étroites Accessoires de voies ferrées y compris aiguillages Armes de chasse de tous types et de tous calibres et leurs pièces de rechange Poudres à tirer Machines à bois Machines-outils pour le travail des métaux Machines textiles Machines spéciales et accessoires pour la fabrication des cardes et d'effilocheuses Garnitures de cardes Moteurs Diesel marins jusqu'à 12 HP Compresseurs et groupes compresseurs rotatifs Pompes et machines hydrauliques à très haute pression Machines pour la fabrication et le façonnage du papier et pour la fabrication de tubes en carton pour l'industrie textile et leurs pièces de rechange Machines pour la fabrication de munitions et de cartouches Outillage diamanté Outillage pneumatique et pièces de rechange Outils pour machines Raccords en fonte malleable et en acier Locopulseurs et leurs pièces de rechange y compris les pneus Machines pour l'industrie de la conserve Equipements divers pour brasserie Equipements divers pour industries chimiques Machines agricoles machines pour arracher et teiller le lin; machines pour arracher les pommes de terre et les betteraves; écremeuses, machines à traire Machines pour glacierie et verrerie Matériel électrique, industriel et d'équipement et matériel téléphonique Lampes électriques à haute puissance Tubes fluorescents à cathodes froides Compteurs d'eau, gaz et appareils de mesure électrique enregistreurs	100 400 6 <	

(1) Voir Protocole annexe.

Tarif italien	Quantités Tonnes	Valeurs 1000 frs. B	Tarif italien	Quantités Tonnes	Valeurs 1000 frs. B
Instruments de précision pour laboratoires, photographie, cinématographie, textiles, lanternes de projection, manomètres à haute pression, etc. Appareils à chauffage électronique, tubes à rayon cathodiques, radar Pièces de rechange pour toutes machines Produits, non dénommés ailleurs, de fabrications métalliques Machines non dénommées ailleurs		5.000 5.000 15.000 15.000 25.000	ex 604 ex 604 ex 608 ex 613 ex 635 a) ex 642	4.000 2.000 2.000 5	5.000
V — Pierres, terres et minéraux non métalliques, céramiques et verreries:			ex 642 ex 642 ex 642	100 50 200	2.000
Marbres en blocs et ouvrages en marbre		2.000			
Petit granit en blocs	300		ex 648		
Pierres à aiguiser et pierres à rasoir naturelles	10		649		
Meules et pierres artificielles à aiguiser	25		649		
Terres calcinées	1.300		649		
Terres crues, terres réfractaires et terres pour fonderie	1.200		ex 649		
Bitumes solides	5.000		652		
Charbon	p. m.		ex 759		
Sables pour métallurgie	8.000		ex 655 b) 2		
Sables pour verreries et céramiques	15.000		ex 658		
Produits réfractaires spéciaux	250	2.500	ex 661		
Articles en faïence, céramique et porcelaine					
Verreries:					2.500
Verrres à vitres	600		ex 769		
Verrres à vitres colorés	100				
Verrres coulés, colorés ou non, armés et autres	600		664 672 b) 674		
Marbrite et marmorite	100		674		
Glaces polies	1.650		679 b) 679 e) 679 f) 679 g) 679 h) 679 i) 679 j) 679 k) 679 l) 679 m) 679 n) 679 o) 679 p) 679 q) 679 r) 679 s) 679 t) 679 u) 679 v) 679 w) 679 x) 679 y) 679 z)		
Glaces et verres de sécurité collés et trempés	100		ex 713 f) ex 727 c) ex 727 d) ex 727 e) ex 727 f) ex 727 g) ex 727 h) ex 727 i) ex 727 j) ex 727 k) ex 727 l) ex 727 m) ex 727 n) ex 727 o) ex 727 p) ex 727 q) ex 727 r) ex 727 s) ex 727 t) ex 727 u) ex 727 v) ex 727 w) ex 727 x) ex 727 y) ex 727 z)		
Gobeletterie en verre ordinaire soufflé, unie et travaillée et moulée		1 750	ex 713 f) ex 727 c) ex 727 d) ex 727 e) ex 727 f) ex 727 g) ex 727 h) ex 727 i) ex 727 j) ex 727 k) ex 727 l) ex 727 m) ex 727 n) ex 727 o) ex 727 p) ex 727 q) ex 727 r) ex 727 s) ex 727 t) ex 727 u) ex 727 v) ex 727 w) ex 727 x) ex 727 y) ex 727 z)		
Articles en verre da laboratoire		500	ex 713 f) ex 727 c) ex 727 d) ex 727 e) ex 727 f) ex 727 g) ex 727 h) ex 727 i) ex 727 j) ex 727 k) ex 727 l) ex 727 m) ex 727 n) ex 727 o) ex 727 p) ex 727 q) ex 727 r) ex 727 s) ex 727 t) ex 727 u) ex 727 v) ex 727 w) ex 727 x) ex 727 y) ex 727 z)		
Ouvrages en cristal		2.500	ex 713 f) ex 727 c) ex 727 d) ex 727 e) ex 727 f) ex 727 g) ex 727 h) ex 727 i) ex 727 j) ex 727 k) ex 727 l) ex 727 m) ex 727 n) ex 727 o) ex 727 p) ex 727 q) ex 727 r) ex 727 s) ex 727 t) ex 727 u) ex 727 v) ex 727 w) ex 727 x) ex 727 y) ex 727 z)		
Ouvrages en amiante		500	ex 713 f) ex 727 c) ex 727 d) ex 727 e) ex 727 f) ex 727 g) ex 727 h) ex 727 i) ex 727 j) ex 727 k) ex 727 l) ex 727 m) ex 727 n) ex 727 o) ex 727 p) ex 727 q) ex 727 r) ex 727 s) ex 727 t) ex 727 u) ex 727 v) ex 727 w) ex 727 x) ex 727 y) ex 727 z)		
ex 543 ex 545 ex 546 ex 547, 548 ex 553 ex 558 ex 559 563 ex 564 ex 565 ex 565 ex 567 b) 578, 579 ex 581 ex 581 ex 581 ex 581 ex 581 ex 581 ex 581 591 591 591 bis ex 594					
VI. — Bois et matériels à tailler et à marquer:					
Grumes Limba			ex 604		
Autres bois du Congo même simplement sciés			ex 604		
Fibres de bois (pour emballage et plaques isolantes)			ex 608		
Meubles et ouvrages en bois			ex 613		
Ivoire			ex 635 a)		
Pellucules cellulose de viscose et d'acétate de cellulose pour la chapellerie			ex 642		
Résines synthétiques diverses et poudres à mouler			ex 642		
Résines phthaliques et glycérophthaliques			ex 642		
Copasene dissous			ex 642		
VII. — Produits chimiques:					
Huile lourde de goudron (en Wagons-citernes ou tanker)			ex 648		
Benzol à usage industriel			649		
Toluol			649		
Xylol			649		
Autres produits dérivés de la distillation de la houille			ex 649		
Cires minérales (cérésine et paraffine) raffinées et blanchies			652		
Copal Congo			ex 759		
Huiles essentielles et dérivés, essences naturelles et synthétiques (sans alcool) à l'exclusion des essences d'agrumes et similaires (1)			ex 655 b) 2 ex 658 ex 661		
Alcools gras en C 6 et au-dessus: caproïde, laurique, oléique, cétylique et leurs mélanges et alcools sulfonés			ex 769		
Ensimages			664 672 b) 674		
Arsenic et acides arsénieux			674		
Potasse caustique			679 b) 679 e) 679 f) 679 g) 679 h) 679 i) 679 j) 679 k) 679 l) 679 m) 679 n) 679 o) 679 p) 679 q) 679 r) 679 s) 679 t) 679 u) 679 v) 679 w) 679 x) 679 y) 679 z)		
Oxyde d'antimoine			ex 713 f) ex 727 c) ex 727 d) ex 727 e) ex 727 f) ex 727 g) ex 727 h) ex 727 i) ex 727 j) ex 727 k) ex 727 l) ex 727 m) ex 727 n) ex 727 o) ex 727 p) ex 727 q) ex 727 r) ex 727 s) ex 727 t) ex 727 u) ex 727 v) ex 727 w) ex 727 x) ex 727 y) ex 727 z)		
Oxydes et sels (acétate et sulfate) de cobalt			ex 713 f) ex 727 c) ex 727 d) ex 727 e) ex 727 f) ex 727 g) ex 727 h) ex 727 i) ex 727 j) ex 727 k) ex 727 l) ex 727 m) ex 727 n) ex 727 o) ex 727 p) ex 727 q) ex 727 r) ex 727 s) ex 727 t) ex 727 u) ex 727 v) ex 727 w) ex 727 x) ex 727 y) ex 727 z)		
Oxydes divers (fer, chrome, cuivre, etc.)			ex 713 f) ex 727 c) ex 727 d) ex 727 e) ex 727 f) ex 727 g) ex 727 h) ex 727 i) ex 727 j) ex 727 k) ex 727 l) ex 727 m) ex 727 n) ex 727 o) ex 727 p) ex 727 q) ex 727 r) ex 727 s) ex 727 t) ex 727 u) ex 727 v) ex 727 w) ex 727 x) ex 727 y) ex 727 z)		
Oxyde de cuivre noir 78/79 % Cu			ex 679 i) 1		
(1) Dont 500.000 frs. B. pour le Congo.					

Tarif italien	Quantités Tonnes	Valeurs 1000 frs. B	Tarif italien	Quantités Tonnes	Valeurs 1000 frs. B
630 e) ex 689 f) ex 689 g) ex 690 ex 692 h) ex 692 i) ex 696 a) ex 699 ex 706, 707 ex 710 ex 713 ex 713 ex 713	1.000 100 100 p. m. 500 10 50 50 7 100	Carbonate de potasse en fûts Nitrate de potasse technique Nitrate et nitrite de soude technique Sulfate de cuivre Sulfate de soude Pyrophosphate de soude acide et neutre Sulfite de soude et bisulfite de soude Ferrocyanures et ferricyanures divers Radium (sulfate et bromure) Zéolithe artificielle Produits pour laboratoires et réactifs de laboratoires Produits chimiques purs antiparasitaires pour l'agriculture, à l'exclusion du sulfate de cuivre Produits phytopharmaceutiques Scories Thomas Sulfate d'ammoniaque désarsénié Phénol cristallisé de distillation Stéarine Glycérine Ether sulfurique pharmaceutique et technique Acétate de chaux (pyrilligénite) Citrate de chaux (titrant minimum 70 % d'acide citrique) Naphthaline pressée à chaud Naphthaline purifiée (billes, paillettes, cristaux) Anhydride phthalique Carbazol Siccatifs spéciaux pour vernis, notamment naphthalènes Ecorces de quinine Sels de quinine (chlorhydrate, bichlorhydrate, bromhydrate) Alcaloïdes et leurs sels Huile de créosole Stéarates Dérivés de l'éthylène Plastifiants, notamment phthalates, Tricé- sylphosphate, triphénylphosphates, dini- triorthocresol Plantes médicinales Derris en racine ou en poudre du Congo Hydroplasmes Thioplasmes	ex 781 ex 782 ex 782 ex 782 ex 782 ex 782 ex 782 793 ex 793 797 796 797 798 800 a) 802 etc. 802 b) 803 b) ex 21, etc. — ex 805 ex 809 ex 809 ex 809 811 ex 809 811 ex 809 815 ex 816 820 ex 822	25 p. 20.000 p. 20.000 tubes 20.000 p. 2.000 10.000 100 100 5.000 1.000 1.000 50.000 100 50 300 10 50 600 selon possi- bilités 3.000 2.000 100 50 30 250 4 2.000 10 50 500 125 100 p. 100.000 p. 60.000	Quate thermogène Spécialités pharmaceutiques: tubes compri- més de thermogène Spécialités pharmaceutiques: tubes compri- més thermopirine Spécialités pharmaceutiques: thermodéine Médicaments préparés ou dosés et autres préparations pharmaceutiques et spéciali- tés Bleu d'Outremer Pigments minéraux et colorants inorgani- ques Couleurs d'art, d'étude, de métier et d'art industriel, à l'huile et à l'eau condition- nées pour la vente au détail — en tablet- tes, pastilles, tubes, godets, flacons, sa- chets, etc., et siccatifs et vernis pour les arts Pigments et colorants organiques et interne- diaires pour la fabrication des colorants Emaux vitrifiés pour tôle et fonte Encres d'imprimerie à l'exclusion du noir Noir animal et ses dérivés Noir de fumée Gélatines (photographique et technique) Produits chimiques divers VIII. — 1) Peaux: Peaux brutes pour maroquinerie Peaux tannées pour maroquinerie Peaux tannées, peaux semi-tannées et cuirs non dénommés ailleurs Cuirs spéciaux pour cartes Peaux entières pour compteur secs de gaz et peaux découpées en membranes selon gabarits pour compteurs secs de gaz Cuirs pour chapeaux (maroquins) casquet- tes, bérêts Courroies en cuir (plates, rondes et tordues) Articles industriels en cuir, y compris man- chons en veau pour cylindres de filature, fouets de chasse, taquets emboutis et joints, etc.) Selles pour cyclets Articles de maroquinerie, gainerie et de voyage

Premier protocole annexé à l'Accord commercial entre la République Italienne, d'une part, et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les Territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi, d'autre part, concernant le régime des licences d'importation en Italie pour les produits en provenance de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, du Congo belge et des Territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi.

Etant donné que le régime adopté par l'Union Economique belgo-luxembourgeoise en ce qui concerne l'importation de marchandises en provenance d'Italie n'a pas donné lieu à difficultés et qu'il a, dans l'ensemble, facilité le placement des produits italiens, les autorités italiennes sont disposées à adopter un régime qui facilite à son tour l'importation des marchandises belgo-luxembourgeoises en Italie.

A cet effet, elles sont prêtes à assurer à un grand nombre de marchandises belgo-luxembourgeoises la possibilité d'être importées en Italie sur autorisation directe des douanes tandis que, pour les autres marchandises qui seront soumises au régime de la licence ministérielle, les autorités italiennes sont disposées à adopter les mesures suivantes qui tendent à en faciliter l'importation :

1) en règle générale, il ne sera pas fait de répartition préalable des contingents ;

2) en principe, la distribution des contingents se fera en deux quotes-parts semestrielles, sauf pour les produits saisonniers et pour les marchandises qui, de par leur nature, ne se prêtent pas à un tel système .

3) la distribution des contingents sera faite en principe au cours du premier mois de chaque semestre. Il sera distribué les quatre cinquièmes des contingents semestriels, un cinquième restant pour des distributions ultérieures ;

4) il est convenu qu'il ne sera éventuellement opéré de répartition proportionnelle que si le volume total des demandes introduites excédait la tranche des contingents fixés, soit en tonnage, soit en valeur. Dans ce dernier cas, les autorités italiennes donneront la préférence aux importateurs habituels :

a) qui sont en mesure de prouver l'existence de relations d'affaires traditionnelles avec des fournisseurs de l'U.E.B.L. ;

b) qui démontrent, par la production d'une facture pro-forma ou de la copie de la correspondance commerciale, qu'ils ont conclu un contrat avec un exportateur belge ou luxembourgeois ;

c) qui sont recommandés aux autorités italiennes par le service commercial de l'Ambassade de Belgique à Rome ;

5) pour la distribution du pourcentage subsistant (au minimum 20 %) il sera également tenu compte des recommandations dudit service commercial ;

6) les licences d'importation auront une validité de 4 mois. Le montant total ou partiel de toute licence non-utilisé dans ce délai sera, sauf prorogation, mis automatiquement à la disposition d'autres requérants ;

7) saisies d'une demande de prorogation de validité de licences d'importation, les autorités italiennes apprécieront les raisons alléguées à l'appui d'un manque d'utilisation, en vue d'établir s'il est opportun de prendre la demande en considération ; la requête sera rejetée

si elle ne formule pas l'engagement d'importer la marchandise en cause dans les deux mois de la concession de la prorogation.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1948

Pour l'Italie

SFORZA

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

A. MOTTE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Second protocole annexé à l'Accord commercial entre la République Italienne et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les Territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi.

MODALITÉS DES OPÉRATIONS DE RÉCIPROCITÉ

I. Les demandes d'autorisation d'opérations de réciprocité devront être introduites par les contractants de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et de l'Italie auprès des autorités compétentes de leur pays respectif, c'est-à-dire en Belgique, la Sous-Commission du Troc à Bruxelles, au Grand-Duché de Luxembourg le Service des Licences et en Italie, le « Ministero del Commercio con l'Estero ».

II. Lorsque la Sous-Commission du Troc à Bruxelles ou le Services des Licences à Luxembourg aura donné son consentement à la réalisation d'une opération de réciprocité, il communiquera à l'« Ufficio Italiano dei Cambi » sa décision en fournissant les précisions suivantes :

a) les noms et adresses des contractants belges, luxembourgeois ou italiens ;

b) la nature et la quantité des marchandises importées et exportées ;

c) le prix en francs belges de la marchandise belge ou luxembourgeoise à exporter ;

d) le prix en francs belges de la marchandise italienne à importer ;

e) le montant en francs belges des frais accessoires qui grèvent l'opération ;

f) le numéro assigné à l'affaire de réciprocité ;

g) le nom de la banque agréée de l'U.E.B.L. qui intervient dans l'opération.

La suite réservée à cette proposition par le « Ministero del Commercio con l'Estero » sera portée à la connaissance des autorités compétentes de l'U.E.B.L. par l'U.I.C. qui indiquera, en cas d'approbation, le numéro donné par lui à l'opération.

III. Inversement, lorsque les autorités italiennes compétentes auront approuvé une opération de réciprocité, l'U.I.C. en informera la Sous-Commission du Troc ou le Services des Licences à Luxembourg en indiquant les éléments repris aux lettres a), b), c), d), e) et f).

La suite réservée à cette proposition sera portée à la connaissance de l'U.I.C. par les autorités compétentes de l'U.E.B.L. qui indiqueront, en cas d'approbation, le numéro donné par elles à l'opération, ainsi que le nom de la banque agréée dans l'U.E.B.L.

IV. Les autorisations délivrées de part et d'autre auront en principe une validité maxima de trois mois.

V Pour chaque opération de réciprocité qui aura été autorisée par les organismes chargés, dans chaque pays, du contrôle des opérations, il sera ouvert chez une banque agréée de l'U.E.B.L. au nom de l'U.I.C., un compte spécial en francs belges au crédit duquel l'importateur de l'U.E.B.L. versera le montant dû se rapportant à la dite opération de réciprocité.

La banque agréée donnera à l'U.I.C. avis du versement effectué.

Par le débit de ce compte, l'U.I.C. ordonnera le paiement à effectuer en faveur de l'exportateur de l'U.E.B.L. dans le cadre de l'opération autorisée.

En aucun cas, ce compte spécial ouvert dans les conditions qui précèdent, ne pourra présenter de solde débiteur.

VI. Si une opération de réciprocité n'a pu s'effectuer entièrement dans les termes convenus par les firmes qui ont proposé l'affaire, les deux Gouvernements s'engagent à permettre à ces firmes de compléter l'opération moyennant la livraison d'autres marchandises agréées respectivement par chacun d'eux.

Si, malgré les dispositions du premier alinéa du présent article, une opération de réciprocité n'a pu s'effectuer entièrement, les organismes chargés dans chacun des pays du contrôle de l'opération se consulteront sur les mesures à prendre.

VII. Les numéros de référence italien, belge ou luxembourgeois devront être indiqués dans toute la correspondance et sur toutes les formules relatives à chaque opération de réciprocité.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1948

Pour l'Italie

SFORZA

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

A. MOTTE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Troisième protocole annexé à l'Accord commercial entre la République Italienne, d'une part, et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les Territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi, d'autre part, concernant certains contingents.

TABACS

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial signé en date de ce jour, la Délégation italienne a proposé de fournir à l'Union Economique belgo-luxembourgeoise une quantité minima de 1.000 tonnes de tabacs bruts.

La Délégation belge a fait remarquer que cette offre pourrait être prise en considération si l'Italie consentait à l'importation de tabacs congolais et de produits de tabacs fabriqués en Belgique.

Les deux Délégations ont convenu qu'afin de parvenir à un accord en cette matière, l'Administration italienne des Monopoles prendrait directement contact avec la Fédération belgo-luxembourgeoise des Industries du Tabac.

TOURTEAUX DU CONGO

La Délégation belge a demandé l'inscription dans la liste des exportations du Congo belge vers l'Italie d'une poste de « Tourteaux divers du Congo ».

La Délégation belge justifie cette demande en raison de l'importance des postes matières grasses de toute espèce qui figurent dans la dite liste.

La Délégation italienne estime qu'étant donné le fait que l'Italie est elle-même actuellement exportatrice de ce produit, il lui est impossible de prendre cette demande en considération pour le moment.

MINERAIS DE ZINC

La Délégation belge a demandé la fourniture de la part de l'Italie de 50.000 tonnes de minerais de zinc.

La Délégation italienne a fait remarquer qu'étant donné les engagements assumés jusqu'à présent, la demande n'a pu être prise en considération que pour la quantité de 15.000 tonnes inscrites à la Liste A.

Il reste toutefois entendu que les deux Parties examineront avec bienveillance les propositions des intéressés concernant la réalisation d'opérations de travail à façon.

VÉHICULES À DEUX ROUES

La Délégation italienne a demandé la fixation d'un contingent d'importation en Belgique de « véhicules à deux roues sans fourche montés sur pneus 3,5 x 7 actionnés par un moteur d'une cylindrée maxima de 125 cc., fixé ou non sur la roue arrière, et consommant environ un litre de carburant aux 50 km. ».

La Délégation belge a fait remarquer que ces véhicules n'étant pas suffisamment connus en Belgique, il n'était guère possible de fixer un contingent d'importation. Toutefois, la Délégation belge a promis de faire examiner la question par l'Administration compétente, en vue de la fixation éventuelle d'un contingent pour ces produits.

CUIVRE ÉLECTROLYTIQUE ET DEMI-PRODUITS EN CUIVRE

Concernant les contingents de 18.000 tonnes de cuivre électrolytique et de 3.000 tonnes de demi-produits en cuivre inscrits à la Liste B, la Délégation belge a déclaré que l'Union Economique belgo-luxembourgeoise mettrait à la disposition de l'Italie un tonnage supplémentaire de cuivre électrolytique au cas où les contingents déjà réservés à d'autres pays ne seraient pas entièrement utilisés par ceux-ci. En contrepartie, la Délégation italienne a fait savoir que l'Italie autoriserait l'importation de quantités supplémentaires proportionnelles de demi-produits en cuivre.

ATTRIBUTION DE CERTAINS CONTINGENTS

Les contingents d'importation en Italie mentionnés ci-dessous ont été consentis, en ordre principal, par la Délégation italienne pour faciliter l'approvisionnement des industries et établissements italiens liés à des sociétés belges par d'importants intérêts. En conséquence de quoi, les autorités compétentes italiennes se sont engagées à tenir compte de cette situation dans l'attribution des licences d'importation :

Produits photographiques

Fils d'acier et de fer spéciaux pour cardes

Machines spéciales et accessoires pour la fabrication des cardes et d'effilocheuses

Cuirs spéciaux pour cardes

Tissus spéciaux pour cardes
Peaux brutes pour maroquinerie
Peaux tannées pour maroquinerie.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1948

Pour l'Italie

SFORZA

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

A. MOTTE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Quatrième protocole annexé à l'Accord commercial entre la République Italienne, d'une part, et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les Territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi, d'autre part, concernant la conclusion d'un nouveau Traité de commerce et de navigation.

Les deux Délégations ont constaté que le Traité de commerce et de navigation du 11 décembre 1882 a été remis en vigueur entre les deux Parties à la demande du Gouvernement belge.

Cependant, elles estiment d'un commun accord qu'il est souhaitable, en vue de tenir compte des conditions actuelles, de négocier, dans un délai aussi rapproché que possible, un nouveau Traité de commerce et de navigation entre les deux Parties.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1948

Pour l'Italie

SFORZA

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

A. MOTTE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Accord de paiement entre la République Italienne et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge et les territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi.

Dans le but de régler le trafic des paiements courants entre la zone monétaire belge et l'Italie,

le Gouvernement italien, d'une part
et le Gouvernement belge, agissant tant en son nom qu'au nom du Gouvernement luxembourgeois, en vertu d'accords existants, d'autre part
sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Pour l'application du présent Accord, on entend par zone monétaire belge, la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Congo belge et les territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi.

Article 2

La Banque Nationale de Belgique, agissant pour compte du Gouvernement belge, ouvrira au nom de l'« Ufficio Italiano dei Cambi », agissant pour compte du Gouvernement italien, un compte tenu en francs belges, au crédit duquel seront portées toutes sommes

destinées à régler les paiements courants que des personnes morales ou physiques résidant dans la zone monétaire belge auront à effectuer au profit de personnes morales ou physiques résidant en Italie.

Article 3

L'« Ufficio Italiano dei Cambi » effectuera par le débit de ce compte tous paiements courants que des personnes morales ou physiques résidant en Italie auront à exécuter à des personnes morales ou physiques résidant dans la zone monétaires belge.

Sans préjudice de ce qui est dit aux articles 5 et 9 ci-dessous, l'« Ufficio Italiano dei Cambi » ne pourra demander le transfert en dehors de la zone monétaire belge des avoirs qu'il se constituera à la Banque Nationale de Belgique, conformément aux dispositions de l'article 2 du présent Accord, ni obtenir la conversion de ces avoirs en or ou en devises étrangères.

Article 4

Sur une base de réciprocité, les autorités compétentes des deux pays donneront, dans les limites de leurs réglementations respectives en matière de change, les autorisations voulues pour que puissent être effectués les paiements courants visés aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Article 5

Si le solde débiteur ou créiteur du compte prévu aux articles 2 et 3 vient à dépasser le chiffre de 100 millions de francs belges, l'Institution créditrice pourra demander le remboursement de l'excédent en or ou en devises agréées par elle.

Article 6

L'Institution débitrice par solde pourra en tout temps racheter tout ou partie du solde par un paiement en or ou en devises acceptées par l'autre Institution.

Article 7

Lorsque le solde débiteur dépassera 30 millions de francs belges, le surplus portera intérêt au profit de l'Etat belge, à charge de l'« Ufficio Italiano dei Cambi » au taux des Bons du Trésor belge à 4 mois.

Article 8

Lorsque le solde créiteur dépassera 30 millions de francs belges, le surplus portera intérêt au profit de l'« Ufficio Italiano dei Cambi », à charge de l'Etat belge, au taux des Bons du Trésor belge à 4 mois.

Article 9

A l'expiration du présent Accord, le solde subsistant après liquidation des opérations en suspens sera remboursé dans un délai d'un an, soit en or, soit en devises agréées par le pays créancier. Le montant du solde portera intérêt à 3 % l'an.

Article 10

Les cessions d'or et de devises prévues aux articles 5, 6 et 9 s'effectueront sur la base des prix et parités déclarés au Fonds Monétaire International.

Article 11

Si les Parties contractantes adhèrent à une convention monétaire plurilatérale avant l'expiration du présent Accord, elles reverront les termes de ce dernier, en vue d'y apporter toutes les modifications qui seraient jugées nécessaires.

Article 12

Le présent Accord est valable pour une durée d'un an. Il entrera en vigueur le jour de sa signature. Il pourra ensuite être prorogé pour un temps à déterminer après accord préalable des deux Gouvernements.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1948

Pour l'Italie

SFORZA

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

A. MOTTE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

**Annexé à l'Accord de paiement entre la République
Italienne et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise**

Pour l'application des articles 2 et 3 de l'Accord de Paiement entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et l'Italie, signé ce jour, les deux Gouvernements ont convenu de considérer comme paiements courants ceux afférents aux :

1) fournitures de marchandises à l'exclusion des marchandises en transit;

2) services commerciaux et autres :
frais de transport relatifs à tout genre de trafic maritime, fluvial, terrestre ou aérien ;

autres frais connexes au mouvement des marchandises ;

frais d'entreposage, de dédouanement, etc. ;
assurances-marchandises (primes et indemnité) ;
commissions, courtages, frais de représentation, etc. ;

frais de transformation, d'usinage, de réparation, etc. ;

salaires, honoraires, etc. ;
frais et bénéfices résultant du commerce de transit ;

frets relatifs à des transports sur navires belges ou navires italiens ;

3) opérations assimilées aux transactions commerciales :

assurances diverses et réassurances (primes, pensions, rentes, indemnités) ;

frais d'entretien et de subsistance ;

frais de voyage, d'écologie, d'hospitalisation ;
dépenses et recettes de services publics (impôts, amendes, etc.) ;

entretien des postes diplomatiques et consulaires, etc. ;

règlements périodiques des administrations des postes, télégraphes, téléphones et des entreprises publiques de transport ;

redevances, cotisations, abonnements et similaires ;

droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique, droits d'auteur, droits d'exploitation de films ;

bénéfices d'exploitation ;

participations de succursales aux frais de gestion du siège central.

De plus, sera considéré comme paiement courant tout autre paiement que les deux Gouvernements ou les autorités compétentes désignées par eux à cette fin conviendraient d'inclure dans la liste ci-dessus.

Les paiements courants définis ci-dessus pourront être effectués quelle que soit la date d'échéance de la créance qui leur a donné l'origine.

II.

L'« Ufficio Italiano dei Cambi » examinera avec l'esprit de compréhension le plus large les demandes de transfert de revenus mobiliers et immobiliers d'Italie vers la zone monétaire belge. Un traitement correspondant sera accordé par l'Institut belgo-luxembourgeois du Change aux demandes de transfert de revenus mobiliers et immobiliers de la zone monétaire belge vers l'Italie.

Cette catégorie d'opérations sera incluse dans la liste des paiements courants aussitôt que les circonstances le permettront.

~~En outre, il entre dans l'intention des deux Gouvernements d'exécuter les transferts relatifs aux amortissements et rachats de valeurs mobilières qui seraient utiles aux relations entre nos deux Pays. L'« Ufficio Italiano dei Cambi » et l'Institut belgo-luxembourgeois du Change se concerteront, le cas échéant, en vue de l'exécution de ces transferts.~~

III.

Il est entendu que dans le cas où, en application des articles 5, 6 et 9 de l'Accord de Paiement susmentionné, l'« Ufficio Italiano dei Cambi » devra effectuer des livraisons d'or à la Banque Nationale de Belgique ou vice-versa cet or sera cédé sans frais à Londres, New York ou Ottawa.

IV.

A la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paiement entre l'Italie et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, signé en date d'aujourd'hui, seront considérés comme annulés : l'Accord de Paiement du 18 avril 1946 ainsi que les lettres annexées à cet Accord.

Les dispositions faisant l'objet de la lettre adressée le 18 avril 1946 par le Gouvernement italien au Gouvernement belge au sujet du statut des avoirs belges et luxembourgeois en Italie resteront en vigueur.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1948

Pour l'Italie

SFORZA

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

A. MOTTE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Addendum à l'annexé à l'Accord de paiement entre la République Italienne et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise.

Au cours des conversations qui ont abouti à la signature de l'Accord de paiement entre l'Italie, et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise il a été précisé que : En relation à ce qui est prévu au paragraphe 1 de l'annexe à l'Accord susmentionné et, plus particulièrement, en ce qui concerne le règlement de « frais de transport relatifs à tout genre de trafic maritime, fluvial, terrestre ou aérien », les deux délégations sont d'accord pour admettre que l'obligation de régler les frais susdits par le canal du compte prévu à l'article 2 de l'Accord, vise exclusivement les frais de transport se rapportant au trafic direct entre les deux Pays et ceux qui, étant dus à des personnes physiques ou morales établies en Italie ou dans la zone monétaire belge, sont stipulés payables en francs belges ou en liras italiennes par des parties résidant dans l'un ou l'autre de ces territoires.

Cette obligation n'exclut pas la possibilité, en cas d'accord des deux Instituts du Change, de régler par le canal du dit compte les « frais de transport relatifs à tout genre de trafic maritime, fluvial, terrestre ou aérien » non expressément visés à l'alinéa précédent.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1948

Pour l'Italie

SFORZA

Pour l'Union Economique
Belgo-Luxembourgeoise

A. MOTTE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

LE PRÉSIDENT

DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 31 décembre 1948

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord de paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

a) l'« Ufficio Italiano dei Cambi » établira le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois le cours moyen du dollar U.S.A. entre le cours moyen mensuel du dollar calculé d'après les dispositions de l'article 2 du décret législatifs italien du 28 novembre 1947 (n. 1347) et la moyenne des cours de clôture du dollar d'exportation (conti valutarî 50 %) cotés à la Bourse de Rome, la décade en cours ;

b) sur la base du cours moyen du dollar établi selon le paragraphe a) et de la parité du franc belge par rapport au dollar acceptée par le Fonds Monétaire International (frs belges 43,8275 pour un dollar U.S.A.) sera établi le cours du change entre la lire italienne et le franc belge valable pour la décade suivante. Ce cours sera communiqué par télégramme le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois par l'« Ufficio Italiano dei Cambi » à la Banque Nationale de Belgique ;

c) il reste entendu que le cours du change entre la lire italienne et le franc belge ne sera modifié que lorsque le nouveau cours, calculé selon ce qui est prévu aux paragraphes ci-dessus, est supérieur ou inférieur au cours précédent de plus de 2 %.

A la suite des versements qui seront effectués au compte en francs belges visé à l'article 2 de l'Accord de Paiement, l'« Ufficio Italiano dei Cambi » réglera aux bénéficiaires en Italie la contrevaletur en liras au cours moyen prévu au littéra b) ci-dessus.

La liquidation des ordres de paiement émanant de la Banque Nationale de Belgique, qui se réfèrent à des obligations libellées en liras, sera effectuée par l'« Ufficio Italiano dei Cambi » dès réception des bordereaux correspondants, au cours du change en vigueur au moment de la réception de l'avis télégraphique couvrant les dits bordereaux. Par contre, la liquidation des ordres de paiement émanant de la Banque Nationale de Belgique, qui se réfèrent à des obligations libellées en d'autres devises que la lire, sera effectuée par l'« Ufficio » au cours du change en vigueur au moment où il émet le mandat sur ses caisses en faveur du bénéficiaire.

L'« Ufficio Italiano dei Cambi » émettra les dits mandats le jour même de la réception de l'ordre émanant de la Banque Nationale de Belgique.

D'autre part, les débiteurs en Italie verseront la contrevaletur en liras au cours moyen susindiqué des montants en francs belges dont ils seront redevables envers leurs créanciers dans la zone monétaire belge.

En ce qui concerne les transferts de l'Italie vers la zone monétaire belge, l'« Ufficio Italiano dei Cambi » effectuera le transfert des versements exécutés en Italie, au cours du change auquel ces versements auront eu lieu, même si les ordres de paiement correspondants sont donnés à la Banque Nationale de Belgique dans une décade suivante.

La Banque Nationale de Belgique adressera de son côté à l'« Ufficio Italiano dei Cambi » les ordres de paiement relatifs aux versements effectués à ses caisses pour le crédit du compte visé à l'article 2 de l'Accord de paiement susvisé, le jour même de la réception des dits versements.

Si le Gouvernement belge est d'accord sur ce qui précède, la présente lettre et la lettre de réponse que vous voudrez bien me faire parvenir à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

GRAZZI

A Monsieur O. M. GERARD

Président de la Délégation belgo-luxembourgeoise
ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT

DE LA DÉLÉGATION BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Rome, le 31 décembre 1948

Monsieur le Président,

Par une lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

« Me référant à l'Accord de paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

a) L'« Ufficio Italiano dei Cambi » établira le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois le cours moyen du dollar U.S.A. entre le cours moyen mensuel du dollar calculé d'après les dispositions de l'article 2 du décret législatifs italien du 28 novembre 1947 (n. 1347) et la moyenne des cours de clôture du dollar d'exportation (conti valutari 50 %) cotés à la Bourse de Rome, la décade en cours;

b) sur la base du cours moyen du dollar établi selon le paragraphe a) et de la parité du franc belge par rapport au dollar acceptée par le Fonds Monétaire International (frs belges 43,8275 pour un dollar U.S.A.) sera établi le cours du change entre la lire italienne et le franc belge valable pour la décade suivante. Ce cours sera communiqué par télégramme le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois par l'« Ufficio Italiano dei Cambi » à la Banque Nationale de Belgique;

c) il reste entendu que le cours du change entre la lire italienne et le franc belge ne sera modifié que lorsque le nouveau cours, calculé selon ce qui est prévu aux paragraphes ci-dessus, est supérieur ou inférieur au cours précédent de plus de 2 %.

A la suite des versements qui seront effectués au compte en francs belges visé à l'article 2 de l'Accord de Paiement, l'« Ufficio Italiano dei Cambi » réglera aux bénéficiaires en Italie la contrevaletur en liras au cours moyen prévu au littéra b) ci-dessus.

La liquidation des ordres de paiement émanant de la Banque Nationale de Belgique, qui se réfèrent à des obligations libellées en liras, sera effectuée par l'« Ufficio Italiano dei Cambi » dès réception des bordereaux correspondants, au cours du change en vigueur au moment de la réception de l'avis télégraphique couvrant les dits bordereaux. Par contre, la liquidation des ordres de paiement émanant de la Banque Nationale de Belgique, qui se réfèrent à des obligations libellées en d'autres devises que la lire, sera effectuée par l'« Ufficio » au cours du change en vigueur au moment où il émet le mandat sur ses caisses en faveur du bénéficiaire.

L'« Ufficio Italiano dei Cambi » émettra les dits mandats le jour même de la réception de l'ordre émanant de la Banque Nationale de Belgique.

D'autre part, les débiteurs en Italie verseront la contrevaletur en liras au cours moyen susindiqué des montants en francs belges dont ils seront redevables envers leurs créanciers dans la zone monétaire belge.

En ce qui concerne les transferts de l'Italie vers la zone monétaire belge, l'« Ufficio Italiano dei Cambi » effectuera le transfert des versements exécutés en Italie, au cours du change auquel ces versements auront eu lieu, même si les ordres de paiement correspondants sont donnés à la Banque Nationale de Belgique dans une décade suivante.

La Banque Nationale de Belgique adressera de son côté à l'« Ufficio Italiano dei Cambi » les ordres de paiement relatifs aux versements effectués à ses caisses pour le crédit du compte visé à l'article 2 de l'Accord de paiement susvisé, le jour même de la réception des dits versements.

Si le Gouvernement belge est d'accord sur ce qui précède, la présente lettre et la lettre de réponse que vous voudrez bien me faire parvenir à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre les deux Gouvernements ».

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication sur les termes de laquelle le Gouvernement belge se déclare d'accord avec le Gouvernement italien.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

GERARD

A Monsieur U. GRAZZI

Président de la Délégation italienne ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT

DE LA DÉLÉGATION BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Rome, le 31 décembre 1948

Monsieur le Président,

Au cours des entretiens relatifs au renouvellement de l'Accord commercial entre nos deux Pays, j'ai eu l'honneur de vous marquer tout l'intérêt que la Belgique attache à voir maintenu, en faveur de ses ports et de ses transporteurs, une part du trafic de transit de charbon de la Ruhr à destination de l'Italie.

J'ai l'honneur de vous proposer, en conséquence, ce qui suit :

a) si le choix de la voie d'acheminement de ce charbon est laissé à la Trisone ou aux autorités allemandes, le Gouvernement italien appuiera les démarches du Gouvernement belge auprès des autorités alliées ou allemandes en vue de l'utilisation, dans une mesure normale et à parité de conditions avec les ports hollandais, des ports belges et des armements rhénans belges pour l'expédition d'une partie de ce charbon;

b) si le choix de la voie d'acheminement de ce charbon est laissé aux importateurs italiens, le Gouvernement italien priera l'organisme centralisant les importations de charbon d'utiliser, dans une mesure normale et à parité de conditions avec les ports hollandais, les services des transporteurs belges ainsi que les ports belges pour l'importation d'une partie de ce charbon.

Dans les deux cas, le tonnage qui devrait être réservé aux transporteurs et aux ports belges sera déterminé de commun accord entre les deux Gouvernements.

Le Gouvernement belge, pour sa part, considère comme normal un tonnage s'élevant au quart du tonnage total des exportations de charbon de la Ruhr à destination de l'Italie.

Je vous serais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir envisager de soumettre ces suggestions au Gouvernement italien en vue d'un examen le plus attentif.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

GERARD

A Monsieur U. GRAZZI

Président de la Délégation italienne ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 31 décembre 1948

Monsieur le Président,

Par une lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

« Au cours des entretiens relatifs au renouvellement de l'Accord commercial entre nos deux Pays, j'ai eu l'honneur de vous marquer tout l'intérêt que la Belgique attache à voir maintenu, en faveur de ses ports et de ses transporteurs, une part du trafic de transit de charbon de la Ruhr à destination de l'Italie.

J'ai l'honneur de vous proposer, en conséquence, ce qui suit :

a) si le choix de la voie d'acheminement de ce charbon est laissé à la Trizone ou aux autorités allemandes, le Gouvernement italien appuiera les démarches du Gouvernement belge auprès des autorités alliées ou allemandes en vue de l'utilisation, dans une mesure normale et à parité de conditions avec les ports hollandais, des ports belges et des armements rhénans belges pour l'expédition d'une partie de ce charbon ;

b) si le choix de la voie d'acheminement de ce charbon est laissé aux importateurs italiens, le Gouvernement italien priera l'organisme centralisant les importations de charbon d'utiliser, dans une mesure normale et à parité de conditions avec les ports hollandais, les services des transporteurs belges ainsi que les ports belges pour l'importation d'une partie de ce charbon.

Dans les deux cas, le tonnage qui devrait être réservé aux transporteurs et aux ports belges sera déterminé de commun accord entre les deux Gouvernements.

Le Gouvernement belge, pour sa part, considère comme normal un tonnage s'élevant au quart du tonnage total des exportations de charbon de la Ruhr à destination de l'Italie.

Je vous serais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir envisager de soumettre ces suggestions au Gouvernement italien en vue d'un examen le plus attentif ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'ayant pris bonne note de cette communication, je m'empresse de soumettre son contenu à mon Gouvernement en vue d'un examen le plus attentif.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

GRAZZI

A Monsieur O. M. GERARD

Président de la Délégation belgo-luxembourgeoise
ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Rome, le 31 décembre 1948

Monsieur le Président,

Au cours de leurs entretiens à Bruxelles en vue du renouvellement de l'Accord commercial entre l'Italie et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, nos deux Délégations ont reconnu l'opportunité de favoriser une coopération étroite entre les marines marchandes italienne et belge (et en particulier une utilisation coordonnée du tonnage maritime des deux parties) pour le transport des marchandises échangées entre elles, en exécution du nouvel accord commercial.

donnée du tonnage maritime des deux parties) pour le transport des marchandises échangées entre elles, en exécution du nouvel accord commercial.

Dans ce but, j'ai l'honneur de vous proposer que la Commission Mixte visée à l'article 9 de cet Accord, puisse s'adjoindre un fonctionnaire du Ministère italien de la marine marchande et un fonctionnaire de l'Administration belge de la Marine qui examineront de concert les moyens tendant à promouvoir la coopération souhaitée et à aplanir toutes difficultés pouvant s'élever au sujet des transports par mer entre les deux Pays.

Je vous serais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement italien sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

GERARD

A Monsieur U. GRAZZI

Président de la Délégation italienne ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 31 décembre 1948

Monsieur le Président,

Par une lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

« Au cours de leurs entretiens à Bruxelles en vue du renouvellement de l'Accord commercial entre l'Italie et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, nos deux Délégations ont reconnu l'opportunité de favoriser une coopération étroite entre les marines marchandes italienne et belge (et en particulier une utilisation coordonnée du tonnage maritime des deux parties) pour le transport des marchandises échangées entre elles, en exécution du nouvel accord commercial.

Dans ce but, j'ai l'honneur de vous proposer que la Commission Mixte visée à l'article 9 de cet Accord, puisse s'adjoindre un fonctionnaire du Ministère italien de la marine marchande et un fonctionnaire de l'Administration belge de la Marine qui examineront de concert les moyens tendant à promouvoir la coopération souhaitée et à aplanir toutes difficultés pouvant s'élever au sujet des transports par mer entre les deux Pays.

Je vous serais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement italien sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication sur les termes de laquelle le Gouvernement italien se déclare d'accord avec le Gouvernement belge.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

GRAZZI

A Monsieur O. M. GERARD

Président de la Délégation belgo-luxembourgeoise
ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

PREZZO L. 100 —